

Unité Départementale d'Ille-et-Vilaine
10, rue Maurice Fabre
L'Armorique
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, 25 Mars 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PELTIER BOIS

Z.I. de Mézaubert

35133 Javené

Références : UD35/2025-089
Code AIOT : 0005503458

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2024 dans l'établissement PELTIER BOIS implanté Z.I. de Mézaubert - 35133 Javené. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PELTIER BOIS
- Z I de Mézaubert 35133 Javené
- Code AIOT : 0005503458
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Peltier Bois est une entreprise de négoce de bois. Le site de Javené comporte des installations de travail du bois et de traitement du bois. L'activité de stockage occupe la majeure partie de l'emprise foncière du site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Prévention de la pollution des eaux et des sols	Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 7.5.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois
4	Extension de l'activité de stockage de bois	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.181-46	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Activité de traitement du bois	Code de l'environnement du 29/12/2023, article R.181-46	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Détection des fuites du bac de traitement du bois	Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 8.3.1	/	Demande d'action corrective	3 mois
12	Egouttage des bois traités	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 4.15	/	Demande d'action corrective	3 mois
13	Identification des piézomètres	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Protection des piézomètres	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Protection des piézomètres	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 7.3.3	/	Sans objet
7	Suites de la visite 2016 / Observation 2016-04	Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 7.6.3	/	Sans objet
8	Suites de la visite 2016 / Observation 2016-05	Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 8.3.1	/	Sans objet
9	Suites de la visite 2016 / Observation 2016-09	Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 7.4.5	/	Sans objet
10	Suites de la visite 2016 / Observation 2016-10	Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 7.5.9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis la visite de 2023, l'exploitant a procédé à la mise en conformité d'un certain nombre de points. Un certain nombre de non-conformité ont cependant été constatées au cours de la visite. Le stockage hors rétention est ainsi un constat récurrent et il convient que l'exploitant prenne les mesures nécessaires pour y remédier. Il est également nécessaire que l'exploitant soit plus vigilant concernant son activité de traitement du bois, notamment en veillant à respecter la durée de stockage sous abri des bois fraîchement traités et en installant un système de détection en point bas de la rétention du bac de traitement.

Enfin, il apparaît nécessaire que l'exploitant complète son dossier de porter-à-connaissance relatif à l'augmentation de sa capacité de stockage du bois. Ce dossier doit notamment être complété sur l'évolution des risques présentés dans l'étude de dangers et sur le dimensionnement des moyens de lutte contre l'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection des piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 13/06/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 31/07/2023
Prescription contrôlée : <p>La tête des forages est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel.</p> <p>En zone inondable, cette tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche.</p>
Constats : <p>Le jour de la visite, l'inspecteur a constaté que l'exploitant avait nettoyé les abords du puits et fait le nécessaire pour le rendre étanche.</p> <p>L'inspecteur n'a pas de nouvelle observation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Protection des piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 13/06/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 31/07/2023
Prescription contrôlée : <p>Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du forage conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du forage des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du forage est interdit par un dispositif de sécurité.</p>
Constats : <p>Le jour de la visite, l'inspecteur a constaté que les capots des piézomètres du site ne présentaient pas de traces de corrosion.</p> <p>L'inspecteur n'a pas de nouvelle observation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention de la pollution des eaux et des sols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 7.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 13/06/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 31/07/2023
Prescription contrôlée : <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention [...].</p>
Constats : <p>Le jour de la visite, l'inspecteur a constaté que des huiles étaient stockées hors rétention dans un conteneur maritime installé près de l'atelier de maintenance. L'inspecteur a également constaté qu'un GRV de produit de traitement du bois pur était stocké hors rétention. Des faits similaires avaient déjà été constatés en 2023.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit faire le nécessaire pour respecter les dispositions de l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2007 qui lui impose de stocker sur rétention tout liquide susceptible de générer une pollution des eaux ou des sols.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Extension de l'activité de stockage de bois

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.181-46
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 1532
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <p>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;</p> <p>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p> <p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</p> <p>II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a communiqué au Préfet un porter-à-connaissance l'informant de l'augmentation de capacité de stockage de bois, portant celle-ci à 44 000 m³ contre 25 000 m³ précédemment. Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué que le stock de bois présent sur le site au 30 juin 2024 était d'environ 30 000 m³. Il estime ce volume représentatif du volume présent à l'année sur le site, à plus ou moins 4 000 m³ près. L'exploitant indique ne pas être en capacité de fournir un état des stocks plus précis, ne sachant pas les volumes de bois qui lui seront livrés la semaine suivante ni ceux que lui-même livrera au cours de la semaine. Au regard de l'augmentation de volume demandé (+19 000 m³ soit 1 000 m³ de moins que le seuil de l'enregistrement), il semble nécessaire que l'exploitant actualise son étude de dangers pour évaluer les risques liés à cette augmentation.</p> <p>A la lecture du dossier transmis, il apparaît que l'exploitant n'a pas réévalué ses besoins en eaux d'extinction incendie comme le prévoit le second alinéa du I de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1532 :</p> <p><i>"Le débit et la quantité d'eau nécessaires pour les opérations d'extinction et de refroidissement sont calculés conformément au document technique D9."</i></p> <p>Une évolution des besoins en eaux d'extinction entraînera également une évolution des capacités de rétention des eaux incendie calculées sur la base du document technique D9A.</p>

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.181-46
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 1532
Sans ces éléments, l'Inspection estime que l'obligation d'information du Préfet prévue par l'article R.181-46 du Code de l'environnement n'est pas remplie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Afin de répondre aux exigences de l'article R.181-46 du Code de l'environnement, l'exploitant doit revoir son porter-à-connaissance notamment en révisant son étude de dangers pour tenir compte de l'augmentation du volume de bois stocké. Il devra également préciser si les moyens d'extinction, définis par l'article 14 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2013, sont suffisants au regard de l'augmentation des stockages sur site. Il devra, le cas échéant, revoir le dimensionnement de ses rétentions des eaux d'extinction incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Activité de traitement du bois

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/12/2023, article R.181-46
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 3700
Prescription contrôlée : [...] <p>II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</p>
Constats : L'exploitant exerce une activité de traitement du bois, régulièrement autorisé au titre de la rubrique 2415. Il ne s'est cependant jamais positionné au sujet de la rubrique IED 3700. Le jour de la visite, il n'a pas été en capacité de préciser le volume maximal de bois traité dans son installation sur une journée. Il a précisé procéder aux opérations de traitement du bois à la demande.

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/12/2023, article R.181-46
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 3700
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant communiquera le volume maximal de bois susceptible d'être traité au cours d'une journée et précisera si son activité relève ou non de la rubrique 3700 de la nomenclature des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
Prescription contrôlée : <u>Article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral :</u> Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables. [...] Le matériel est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. <u>Article 16 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2013 :</u> I. Sans préjudice des dispositions du Code du travail, les installations électriques, y compris les canalisations, sont conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100, version octobre 2010, relative aux locaux à risque d'incendie. Les canalisations électriques ne sont pas une cause possible d'inflammation et sont convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que les installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Le rapport annuel de vérification effectué par un organisme compétent comporte : <ul style="list-style-type: none"> • pour les équipements et appareils présents dans les zones où peuvent apparaître des explosions, les conclusions de l'organisme quant à la conformité des installations ou les mesures à prendre pour assurer la conformité avec les dispositions du décret no 96-1010 susvisé ;

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
<ul style="list-style-type: none"> les conclusions de l'organisme quant à la conformité des installations électriques dans tout le site et, le cas échéant, les mesures à prendre pour assurer la conformité avec les dispositions de l'article 422 de la norme NF C 15-100, version octobre 2010. <p>Les non-conformités font l'objet d'un plan d'actions précisant leur échéancier de réalisation ; ce plan respecte a minima les exigences du Code du travail. [...]</p>
Constats : L'inspecteur a consulté les rapports Q18 (établi par un organisme de contrôle suite à la visite de mars 2024) et Q19 (établi par un organisme de contrôle suite à la visite de juillet 2024). Le rapport Q18 indique que les installations ne présentent pas de risques d'incendie ou d'explosion. Le rapport Q19 ne met en évidence aucune anomalie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Suites de la visite 2016 / Observation 2016-04

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie
Prescription contrôlée : <u>Article 76.3 : Prévention et protection incendie</u> L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none"> une réserve d'eau de 840 m³, associée à 7 aires d'aspiration de 32 m² permettant le stationnement des engins-pompes. Les travaux d'aménagement correspondants seront élaborés en concertation avec les services d'incendie et de secours, 1 borne incendie munie de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de cette prise d'eau est périodiquement contrôlé, des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets. <p><u>Observation n° 2016-04 :</u> L'exploitant doit apposer le pictogramme mentionnant l'interdiction d'apporter du feu sur le site.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 28/02/2017 :</u> « Une photo d'un de nos affichages de l'interdiction d'apporter du feu sur notre site. »</p>
Constats : L'inspecteur a constaté que l'exploitant a mis en place la signalétique indiquant qu'il est interdit d'apporter des sources d'ignition sur le site hors travaux par point chaud dûment programmés. L'inspecteur n'a pas de nouvelle observation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Suites de la visite 2016 / Observation 2016-05

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 8.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Installations de traitement du bois
Prescription contrôlée : <u>Article 8.3.1 : Aire de traitement</u> [...] Le nom des produits utilisés sera indiqué de façon lisible et apparente sur les appareils de traitement (si ceux-ci sont associés à un seul produit) et les stockages de liquides (cuves, citernes, réservoirs associés), ou à proximité immédiate de ceux-ci. [...] <u>Observation 2016-05 :</u> L'exploitant doit afficher la fiche de données de sécurité à proximité de la cuve de traitement. <u>Réponse du 28/02/2017 :</u> « Voir en pièce jointe une photo de notre affichage de la fiche de données de sécurité du produit utilisé dans notre bac de traitement du bois. »
Constats : Le jour de la visite, l'inspecteur a constaté que l'exploitant avait fait afficher à proximité du bac de traitement le nom du produit utilisé . La fiche de données de sécurité était également disponible. L'inspecteur n'a pas de nouvelle observation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Suites de la visite 2016 / Observation 2016-09

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 7.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Permis de feu
Prescription contrôlée : <u>Article 7.4.5 : Travaux d'entretien et de maintenance</u> Tous travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter. Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée. <u>Article 7.4.5.1 : Contenu du permis de travail, de feu</u> [...] A l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée. <u>Article 22 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2013 :</u> [...] Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 7.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Permis de feu
disposition de l'inspection des installations classées. [...]
<p><u>Observation 2016-09 :</u></p> <p>Les permis feu doivent être établis pour chaque opération réalisée en dehors de l'atelier de maintenance en cas d'utilisation de sources chaudes produisant des flammes ou des étincelles. Le protocole établit avant, pendant et après les travaux doit être respecté.</p> <p><u>Réponse du 28/02/2017 :</u></p> <p>« Voir en pièce jointe notre exemple récent de cette nouvelle procédure appliquée. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a intégré une surveillance post-travaux lorsque des travaux par point chaud doivent être réalisés sur site. Il a également précisé au cours de la visite que les travaux par point chaud sont stoppés au plus tard à 15h le vendredi et 16h en semaine.</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué ne pas avoir effectué récemment des travaux par point chaud. L'inspecteur n'a donc pas été en capacité de vérifier si la surveillance post-travaux était effectuée et tracée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Suites de la visite 2016 / Observation 2016-10

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 7.5.9
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 7.5.9 : Eaux d'extinction incendie</u></p> <p>Le bassin tampon dénommé ouvrage 2 à l'article 4.3.3 ci-dessus sera équipé d'une vanne de fermeture dont le déclenchement permettra de confiner les eaux d'extinction incendie. Une procédure adaptée spécifique sera élaborée par l'exploitant qui devra notamment prévoir la fermeture de la buse d'arrivée à l'ouvrage 1 avant intervention des pompiers (voir art. 4.3.3).</p> <p><u>Observation 2016-10 :</u></p> <p>L'exploitant doit mettre en place un dispositif fiable qui permette un accès rapide à la vanne de fermeture de la buse du bassin n° 1.</p> <p><u>Réponse du 16/01/2017 :</u></p> <p>« Suite à votre visite de décembre dernier, je vous envoie des photos de deux actions correctives menées, l'une dans notre atelier maintenance et l'autre sur l'accès de l'une de nos vannes d'eau. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'inspecteur a constaté que la vanne de fermeture du bassin était manœuvrable.</p> <p>L'inspecteur n'a pas de nouvelle observation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Détection des fuites du bac de traitement du bois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 8.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Détection des fuites du bac de traitement du bois
Prescription contrôlée : [...] Les réservoirs et installations de traitement devront être équipés d'un dispositif de sécurité permettant de déceler toute fuite ou débordement et déclenchant une alarme. Une réserve de produits absorbants devra être toujours disponible pour absorber des fuites limitées éventuelles. Les installations de traitement non soumises à la réglementation des appareils à pression (bac de trempage,...) devront satisfaire, tous les dix-huit mois, à une vérification de l'étanchéité des cuves. Cette vérification, qui pourra être visuelle, sera renouvelée après toute réparation notable ou dans le cas où la cuve de traitement serait restée vide 12 mois consécutifs.
Constats : Le jour de la visite, l'inspecteur a constaté que la rétention du bac de traitement était dépourvu de système de détection en point bas. L'absence d'un tel dispositif ne permettra pas à l'exploitant de détecter une fuite sur son bac. L'exploitant a indiqué qu'il faisait procéder à un contrôle visuel extérieur de l'état du bac par un organisme de contrôle chaque année. Le rapport de contrôle n'a pas été présenté à l'inspecteur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra les deux derniers rapports de contrôle du bac de traitement du bois. Afin de se mettre en conformité avec l'article 8.3.1 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2007, l'exploitant doit mettre en place une détection en point bas de la rétention du bac de traitement du bois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Egouttage des bois traités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 4.15
Thème(s) : Risques chroniques, Egouttage des bois traités
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant respecte notamment les précautions d'emploi, de séchage et la durée minimale d'égouttage fixées dans les fiches techniques des produits utilisés. Il prend toutes les dispositions nécessaires pour que les égouttures soient récupérées avant d'atteindre le sol. [...]
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué que les bois traités étaient envoyés vers le stockage en extérieur trente minutes après la fin du traitement. La fiche d'utilisation du produit utilisé prévoit que <i>"les bois restent stockés sous abri pendant 24 h pour fixation des matières actives."</i> L'exploitant ne respecte donc pas la fiche technique de son fournisseur.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 4.15
Thème(s) : Risques chroniques, Egouttage des bois traités
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Afin de se conformer aux dispositions de l'article 4.15 de l'arrêté ministériel du 2 mars 2023, l'exploitant doit respecter la fiche d'utilisation du produit de traitement du bois et stocker les bois traités sous abri pendant 24h après le traitement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Identification des piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Identification des piézomètres
Prescription contrôlée : [...] Tous les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance sont identifiés par une plaque mentionnant les références du récépissé de déclaration. [...]
Constats : Le jour de la visite, l'inspecteur a constaté que les piézomètres n'étaient pas identifiés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit identifier les piézomètres implantés sur le site afin de respecter les dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 (NOR : DEVE0320170A).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois